

**PROCES VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL
DU 26 MARS 2013**

Nombre de membres : L'an deux mil treize, le 26 mars à 20h30, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno JANNIN, Maire.

En exercice : 15

Présents : 12

Etaient Présents :

Mmes : GALLET D, MARTIN C, ROSELLO V, STERVINOU A., ROUSSEAU C, VIALARD F

Qui ont pris part à la délibération : 14

Mrs : FORGES P, GOULETTE Y, JANNIN B, MALLEVILLE J, PANOFF P, RAMADE T, M. LARUE, Receveur Municipal

Date de la convocation :
19 mars 2013

Etait absent excusé :

M. SYLLA S qui a donné pouvoir à B. JANNIN

Mme CARTEREAU Y qui a donné pouvoir à T. RAMADE

Date de l'affichage :
19 mars 2013

Etait absent non excusé : M. BOSCHER R

Secrétaire de séance : Madame Marie Christine ROUSSEAU

☒ Informations du Maire au Conseil Municipal dans le cadre des délégations consenties par le Conseil Municipal en vertu de l'article L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

➤ Décisions du Maire (n° 1 et 2/2013)

☞ Avenant 2013 à la convention 2012 n°42 des prestations du Laboratoire Départemental de la Sarthe. Cette convention est renouvelable par reconduction expresse, au moyen d'avenant annuel établi entre la Commune et le Laboratoire pour une durée de 3 ans. (Décision n°1/2013).

☞ Dispositif partenarial signé entre Le Mans Métropole et les Communes qui la composent, le Conseil Général et l'Etat pour l'insertion et l'emploi (PLIE) afin de favoriser l'accès à l'emploi durable ou à l'accès à la formation qualifiante, des publics en difficulté d'insertion sur le territoire de Le Mans Métropole. (Décision n°2/2013).

Le procès verbal du Conseil Municipal du 18 mars 2013 est approuvé à l'unanimité

I – FINANCES

A) Conséquences financières pour la préparation du budget primitif communal de la dissolution de la CCA et de notre entrée dans Le Mans Métropole

L'entrée de la Commune de Saint Saturnin au sein de la communauté urbaine de Le Mans Métropole (LMM) induit des changements sur le plan fiscal et budgétaire sans incidence sur les habitants de Saint Saturnin.

Les élus et les services de Saint Saturnin en étroite collaboration avec ceux de Le Mans Métropole, ont mis au point un système de compensation pérenne qui permet de garantir à la fois la neutralité fiscale pour l'habitant de St Saturnin, l'équilibre budgétaire de la commune en préservant sa richesse, mais aussi un transfert de produit fiscal nécessaire à LMM pour assumer les compétences qui sont les siennes.

Sur le plan fiscal, dès 2013, les taux de LMM qui viendront se substituer à ceux de la Communauté de Communes de l'Antonnière (CCA) seront sensiblement supérieurs à ceux de cette dernière. Les taux communaux après le vote de ce soir seront abaissés de façon importante afin que l'addition des taux de Saint Saturnin et de LMM aboutisse à un niveau proche de celui qui existait précédemment.

Pour nos administrés, ce changement de niveau de prélèvement ainsi que la baisse de la contribution à l'enlèvement des ordures ménagères conduira à un même niveau de prélèvement fiscal.

L'équilibre budgétaire de la commune, indispensable à sa gestion ainsi qu'à son développement, sera assuré par une dotation de neutralité fiscale et budgétaire versée chaque année par LMM.

Celle-ci aura vocation à diminuer et à disparaître en fonction de l'enrichissement économique naturel de notre commune. Ce système présente le double avantage de pérenniser notre équilibre budgétaire tout en conservant l'autonomie financière et fiscale car le produit supplémentaire résultant de l'augmentation éventuelle de nos taux communaux ne sera pas préempté par LMM.

D'autre part, il a été convenu entre la Commune de Saint Saturnin et LMM, qu'une partie de l'excédent budgétaire du budget assainissement sera fléché vers la Commune à hauteur de 80 000 € pour effectuer les travaux nécessaires au raccordement de la contre-allée du boulevard de Maule.

Vous l'avez bien compris, il s'agit bien là d'une coopération intercommunale « gagnant-gagnant » préservant les intérêts des uns et des autres pour une meilleure efficacité des services publics tout en garantissant notre cadre de vie.

Les membres du Conseil Municipal prennent acte

1/FINANCE : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION DE LE MANS METROPOLE SUITE A LA DISSOLUTION DU SMITAM

Le Syndicat Mixte pour l'Inter modalité des Transports de l'Agglomération Mancelle, a été dissous le 13 Décembre 2012. A la dissolution ce syndicat, a laissé apparaître un excédent.

Une convention a été signée entre Le Mans Métropole et les trois communes d'Aigné, La Milesse, et Saint Saturnin, pour qu'une partie de l'excédent soit 60 000 €, puisse être distribuée à celles-ci afin de pallier au surcoût de l'abonnement des collégiens à la SETRAM par rapport à celui que le conseil général pratiquait.

Cet abondement sera utilisé sur trois ans de façon dégressive à l'endroit des familles supportant cette charge financière supplémentaire à partir de la rentrée scolaire 2013/2014.

Il est proposé de répartir cet abondement de 60 000 € de façon équivalente entre les communes d'Aigné, La Milesse, et Saint Saturnin soit 20 000 € pour chacune d'entre elles.

**Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré
Décide à l'unanimité**

☞ De répartir l'abondement de 60 000 € de façon équivalente entre les communes d'Aigné, La Milesse, et Saint Saturnin soit 20 000 € pour chacune d'entre elles.

☞ De préciser qu'une délibération identique sera prise dans chaque commune.

☞ D'autoriser M. le Maire ou toute personne désignée par lui à signer tout document se rapportant à cette décision.

2/FINANCE : EXERCICE BUDGETAIRE 2012 -- EXAMEN ET APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DRESSE PAR M. BRUNO JANNIN, MAIRE (ANNEXE 1)

Monsieur Bruno JANNIN, Maire assisté de Monsieur Philippe FORGES, Maire-Adjoint chargé des Finances et du Budget présentent au Conseil Municipal les divers tableaux relatifs aux comptes administratifs de l'exercice 2012.

Le Conseil Municipal

VU les différents éléments du dossier remis et détaillant les postes de dépenses et recettes,

**Après en avoir délibéré
Décide à l'unanimité des membres présents**

☞ D'adopter le compte administratif 2012.

Il est précisé que pour ce vote M. le Maire est sorti de la salle et que le pouvoir de M. SYLLA a été transmis à D. GALLET suivant la demande de M. SYLLA. M. Yvan GOULETTE, Maire-Adjoint a assuré la présidence.

Après avoir pris connaissance du résultat Monsieur Bruno JANNIN, remercie les élus pour ce vote d'approbation et assure à nouveau la présidence.

3/FINANCE : AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2012

Monsieur Philippe FORGES, Maire-Adjoint chargé des Finances et du Budget présente au Conseil Municipal le résultat de l'exercice 2012 et propose son affectation.

Statuant sur la reprise anticipée du compte de résultat d'exploitation de l'exercice 2012.

Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré,
Décide à l'unanimité

Excédent de fonctionnement 2012 : 706 047,39 €
(Pour mémoire : excédent 2011 : 1 371 299,23 €)

Affectation du résultat de fonctionnement :
Excédents de fonctionnement capitalisés (R 1068) : 1 020 063,17 €
Résultat de fonctionnement reporté (R 002) : 601 447,87 €

4/FINANCE : EXAMEN ET APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DRESSE PAR MR PATRICK LARUE, RECEVEUR PRINCIPAL

Après s'être fait présenter le budget principal 2012 et les décisions notificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développements des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des Restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif du budget principal de l'exercice 2012,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2012, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures,

Considérant la concordance des comptes de gestion et administratif,

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- 2) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2012 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- 3) Statuant sur le compte des valeurs inactives,

Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré
Décide à l'unanimité

§ De déclarer que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

5/FINANCE : VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2013

Monsieur Bruno JANNIN, Maire et Monsieur Philippe FORGES, Maire-Adjoint chargé des Finances et du Budget présentent et commentent au Conseil Municipal le tableau MI-1259, sur lequel apparaissent les taux d'imposition tant communaux, nationaux et départementaux.

VU le tableau présenté,

Il est rappelé que pour 2012 les taux étaient les suivants :

⊗ Taxe d'habitation	20,46 %
⊗ Taxe foncière propriété bâtie	16,47 %
⊗ Taxe foncière propriété non bâtie	31,03 %
⊗ CFE	21,03 %

Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré
Décide à l'unanimité

⊗ De définir les taux 2013 comme suit, afin de respecter la neutralité fiscale suite à notre entrée dans Le Mans Métropole :

⊗ Taxe d'habitation	10,43 %
⊗ Taxe foncière propriété bâtie	8,39 %
⊗ Taxe foncière propriété non bâtie	15,82%
⊗ CFE	10,72 %

6/FINANCE : VOTE DES SUBVENTIONS 2013 (ANNEXE 2)

Monsieur Philippe FORGES, Maire-Adjoint chargé des finances informe les membres du Conseil Municipal qu'au cours de cette séance, il sera voté un crédit aux articles 65736 et 6574 (subventions). Il fait alors état des demandes qui ont été adressées en Mairie.

Il est proposé d'attribuer les subventions aux associations au titre de 2013 selon le tableau présenté en séance publique.

Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré,
Décide

⊗ D'attribuer les subventions aux associations au titre de 2013 selon le tableau en annexe 2, précision étant faite que ces subventions ont été votées à l'unanimité à l'exception des subventions accordées à :

➤ La Régie Municipale pour la gestion du Centre Culturel du Val de Vray pour laquelle Madame Denise GALLET, Présidente de la Régie Municipale pour la gestion du Centre du Val de Vray est sortie de la salle et n'a pas pris part au vote. (13 voix pour, 0 contre, 0 abstention)

➤ Le Club des Aînés Ruraux pour lequel Mme Françoise VIALARD, Présidente du Club des Aînés Ruraux, est sortie de la salle et n'a pas pris part au vote. (13 voix pour, 0 contre, 0 abstention)

⊗ D'inscrire les crédits nécessaires au budget 2013.

⊗ De préciser que Monsieur le Maire, ou toute autre personne désignée par lui, signera tous les documents se rapportant à cette décision.

7/FINANCE : EXAMEN ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2013 (ANNEXE 3)

Monsieur Philippe FORGES, Maire-Adjoint chargé des Finances et du Budget présente le projet de budget de la Commune étudié par la Commission des Finances.

Il est proposé d'adopter le projet de budget de la Commune présenté en séance publique.

Le Conseil Municipal

VU le projet de budget présenté,
VU l'avis de la Commission des finances qui s'est réunie le 12 mars 2013,

**Après en avoir délibéré,
Décide**

☞ D'adopter à l'unanimité le projet de budget de la Commune présenté selon les tableaux figurant en annexe 3.

☞ De préciser que Monsieur le Maire, ou toute personne désignée par lui, signera tous les documents se rapportant à cette décision.

II - AFFAIRES DIVERSES

☞ M. Philippe FORGES demande deux élus pour participer à la commission d'ouverture des plis pour les travaux concernant l'atelier municipal. Yvan GOULETTE et Claudine MARTIN se proposent.

☞ M. LARUE, Receveur Municipal informe les membres du Conseil Municipal de la nécessité de passage au 31 décembre 2014, au « protocole échange standard des données 2 » avec un nouvel outil dénommé « PESOS » qui sera mis à disposition des Communes. La Commune devra délibérer pour mettre en place ce protocole.

☞ M. Yvan GOULETTE demande :

→ que des délibérations identiques soient prises sur les Communes, quant à la répartition des biens immeubles suite à la dissolution de la CCA.

→ de prendre une délibération concordante entre les 3 communes sur la prise en charge des investissements du SIVOM par les excédents du budget général de la CCA.

→ de prendre une délibération concordante demandant la modification des statuts du SIVOM notamment pour la gestion de la SPL ainsi que la répartition des actions.

☞ M. Bruno JANNIN précise que les statuts du SIVOM seront repris lors d'un prochain Comité de Pilotage et seront votés à l'identique par les trois Communes.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 23h15

La Secrétaire,
Marie Christine ROUSSEAU





II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES II A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
204	Subventions d'équipements versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affectation (6)					
23	Immobilisations en cours					
	Total des dépenses d'équipement	1 322 879,57	486 171,84	1 159 706,00	1 159 706,00	1 645 872,84
	Total des dépenses d'équipement	1 322 879,57	486 171,84	1 159 706,00	1 159 706,00	1 645 872,84
10	Dotations, fonds divers et réserves					
13	Subventions d'investissement reçues					
16	Emprunts et dettes assimilées	189 000,00		153 940,00	153 940,00	153 940,00
18	Compte de liaison - affectation - (7)					
26	Participations et créances rattachées à des participations					
27	Autres immobilisations financières					
020	Depenses imputées	-20 000,00				
	Total des dépenses financières	229 000,00		40 000,00	40 000,00	40 000,00
45	Total des dépenses financières	229 000,00		40 000,00	40 000,00	40 000,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 552 879,57	486 171,84	1 355 646,00	1 355 646,00	1 841 817,84
040	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections (4)</i>					
041	<i>Opérations patrimoniales (4)</i>					
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	1 552 879,57	486 171,84	1 355 646,00	1 355 646,00	1 841 817,84
	TOTAL	1 552 879,57	486 171,84	1 355 646,00	1 355 646,00	1 841 817,84

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (D) + 700 873,33 = 2 542 691,17

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement (hors 138)	10 000,00	166 982,00	95 342,00	95 342,00	262 324,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)					
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
204	Subventions d'équipements versées					
21	Immobilisations corporelles	75 000,00		50 000,00	50 000,00	50 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)					
23	Immobilisations en cours					
	Total des recettes d'équipement	85 000,00	166 982,00	145 342,00	145 342,00	312 324,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	160 000,00				
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	435 833,58				
138	Autres subv. financ. non transférables					
165	Dotatio. et remboursements reçus					
18	Compte de liaison - affectation - (7)					
26	Participations et créances rattachées à des participations					
27	Autres immobilisations financières					
024	Produits des cessions					
	Total des recettes financières	621 833,58		1 289 152,17	1 289 152,17	1 289 152,17
45	Total des recettes financières	621 833,58		1 289 152,17	1 289 152,17	1 289 152,17
	Total des recettes réelles d'investissement	1 298 121,07	166 982,00	1 434 494,17	1 434 494,17	1 601 476,17
021	<i>Opé. d'ordre de transfert de fonctionnement (4)</i>	1 298 121,07				
040	<i>Opé. d'ordre de transferts entre sections (4)</i>	3 758,50		941 215,00	941 215,00	941 215,00
041	<i>Opérations patrimoniales (4)</i>					
	Total des recettes d'ordre d'investissement	1 301 879,57		941 215,00	941 215,00	941 215,00
	TOTAL	2 008 715,15	166 982,00	2 375 709,17	2 375 709,17	2 542 691,17

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2) + 2 542 691,17 = 2 542 691,17

Pour information

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	
941 215,00	2 542 691,17	1 841 817,84	2 542 691,17

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL
DEGAGE PAR LA SECTION DE
FONCTIONNEMENT (10)

Il s'agit, pour un budget voté en exécution, des recettes moins les dépenses, en comptant à l'actif des recettes réelles de fonctionnement au 31 décembre, et de la déduction des dépenses réelles de fonctionnement au 31 décembre. Le solde est le complément de capital de la date de clôture du budget.